



Tribunal des anciens combattants
(révision et appel) Canada

Veterans Review and
Appeal Board Canada

Rapport financier trimestriel du TACRA

3^e trimestre – 2022-2023



Rapport financier trimestriel du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

- **I. Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants touchant le fonctionnement, le personnel et les programmes pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2022**

[1. Introduction](#)

[2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs](#)

[3. Risques et incertitudes](#)

[4. Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes](#)

- **II. États financiers**

[État des autorisations \(non vérifié\)](#)

[États des dépenses ministérielles budgétaires par article courant \(non vérifié\)](#)

I. Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants touchant le fonctionnement, le personnel et les programmes pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2022

1. Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction comme l'exige l'article 65.1 de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#) et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Ce rapport trimestriel doit être lu conjointement avec le [Budget principal des dépenses](#).

Le Tribunal des anciens combattants (révision et appel), ou TACRA, est un tribunal administratif indépendant qui offre aux demandeurs un mécanisme de recours quant aux décisions rendues par Anciens Combattants Canada au sujet des demandes de prestations d'invalidité. Le Tribunal aide les vétérans, les membres des Forces armées canadiennes, les membres de la GRC et leur famille à obtenir les avantages auxquels ils ont droit pour des invalidités liées au service. Il offre aux vétérans leur seule occasion de comparaître devant les décideurs et de raconter leur situation. Le programme du Tribunal est non seulement essentiel à l'équité dans le système d'évaluation des demandes de prestations d'invalidité, mais aussi important pour le bien-être des vétérans et de leur famille. Les membres et le personnel du Tribunal gardent cela en tête en travaillant ensemble à exécuter le programme d'appel, et cherchent constamment des façons de mieux servir les vétérans et leur famille.

Le Tribunal offre deux niveaux de recours à l'égard des décisions concernant les demandes de prestations d'invalidité : une audience de révision et, si le vétéran est toujours insatisfait, une audience d'appel. Le Tribunal constitue également le dernier niveau d'appel des décisions relatives aux demandes d'allocations aux anciens combattants. Le Tribunal est une micro-organisation ayant un petit effectif dévoué. Ses 24 membres à temps plein (soit un de moins que le nombre maximal de 25 membres) instruisent des cas faisant l'objet d'un recours auprès du Tribunal, et décident si les éléments de preuve satisfont aux exigences de la loi pour accorder de nouvelles prestations d'invalidité ou pour accroître le montant des prestations existantes. Ils analysent attentivement tous les renseignements disponibles (c'est-à-dire témoignages de vive voix, rapports médicaux, opinions d'experts, déclarations écrites, etc.) et discutent du bien-fondé de la demande, en tenant compte du fait qu'ils doivent trancher toute incertitude par rapport à la preuve en faveur du vétéran.

Une description sommaire des activités du programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) se trouve dans la [partie II du Budget principal des dépenses](#).

Méthode de présentation du rapport

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser de la Commission accordées par le Parlement et utilisées par la Commission, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses pour l'exercice 2022-2023. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à émettre un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été établi.

Le Tribunal utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses. Le présent rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un examen ou d'une vérification externe.

2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

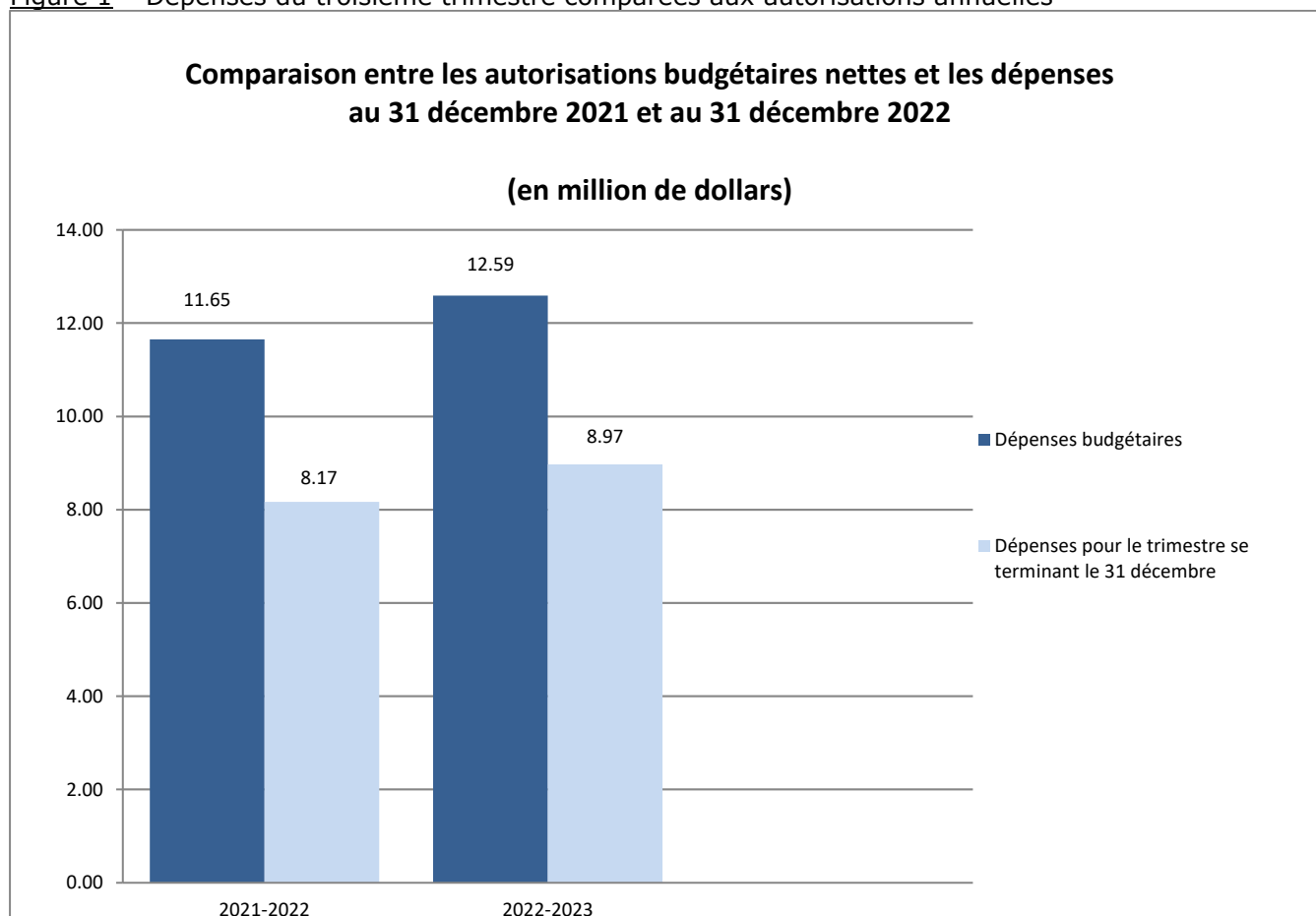
État des autorisations

Au 31 décembre 2022, les autorisations totales disponibles du Tribunal (c.-à-d. le budget) à la fin du trimestre étaient supérieures de 938 000 \$ (augmentation de 8 %) par rapport aux montants disponibles à la même fin de trimestre de l'année précédente, passant de 11,65 M\$ en 2021-2022 à 12,59 M\$ en 2022-2023. L'augmentation dans les autorisations totales est principalement attribuable au financement reçu pendant le trimestre relatif à la rémunération prévue dans les conventions collectives nouvellement signées.

Les dépenses cumulatives réelles du Tribunal montrent une augmentation de 798 000 \$ (augmentation de 9,8 %), passant de 8,17 M\$ en 2021-2022 à 8,97 M\$ en 2022-2023. Cette augmentation est principalement attribuable aux frais accrus de déplacement et aux dépenses connexes, comme la location de locaux et la sécurité.

Les dépenses trimestrielles du Tribunal montrent une augmentation de 528 000 \$ (augmentation de 18,9 %), passant de 2,79 M\$ en 2021-2022 à 3,32 M\$ en 2022-2023. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation du nombre d'employés, des frais de déplacement et des dépenses connexes comme la location de locaux et la sécurité.

Figure 1 – Dépenses du troisième trimestre comparées aux autorisations annuelles



État des dépenses ministérielles budgétaires par article courant

En général, les dépenses du TACRA sont réparties également tout au long de l'année. Les dépenses à la fin du trimestre de 8,97 M\$ (équivalentes à 71 % des autorisations disponibles) sont relativement cohérentes avec cette tendance.

3. Risques et incertitudes

Le Tribunal des anciens combattants (révision et appel) est financé par l'affectation de crédits annuels. Par conséquent, ses activités sont touchées par les changements apportés au financement approuvé par le Parlement.

Contexte : Le Tribunal offre un programme d'appel national. Il tient des audiences et rend des décisions touchant les vétérans et leur famille. En tant qu'organisation axée sur le service, le Tribunal a des dépenses de fonctionnement qui reposent principalement sur les salaires et sur la demande. La gestion de la demande d'audiences est fonction de divers facteurs sur lesquels le Tribunal a une influence limitée.

Le Tribunal tient des réunions régulières pour se tenir au fait de la situation relativement aux priorités opérationnelles, aux ressources humaines et financières et aux mesures de rendement. Il recrute de nouveaux employés, au besoin, afin de remplacer ceux qui partent et de garantir un soutien opérationnel adéquat pour le bon fonctionnement du processus de recours. Les autorisations et les dépenses font l'objet d'une surveillance régulière par la haute direction.

4. Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Le Tribunal a repris les audiences en personne au cours de cet exercice, ce qui a augmenté les frais de déplacement et les dépenses connexes comme la location de locaux et la sécurité. Le nombre d'employés du Tribunal a également augmenté. Cette capacité accrue aidera le Tribunal à réduire ses temps d'attente pour les vétérans.

Approved by:

Christopher J. McNeil, Chair
Veterans Review and Appeal Board
Charlottetown, PE

Sara Lantz, A/Chief Financial Officer
Veterans Affairs Canada
Charlottetown, PE

II. États financiers

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

ÉTAT DES AUTORISATIONS *(non vérifié)*

Rapport financier trimestriel pour le trimestre se terminant le

31 décembre 2021

Exercice 2021-2022

<i>(en milliers de dollars)</i>	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022*	Dépenses au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2021	Cumul annuel utilisé à la fin du trimestre
Crédit 10 – Dépenses de fonctionnement du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10 323	2 458	7 174
Autorisations législatives – Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Programme	1 331	333	998
Total des autorisations budgétaires	11 654	2 791	8 172
Autorisations non budgétaires	0	0	0
Total des autorisations	11 654	2 791	8 172

*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Rapport financier trimestriel pour le trimestre se terminant le

31 décembre 2022

Exercice 2022-2023

<i>(en milliers de dollars)</i>	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023*	Dépenses au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2022	Cumul annuel utilisé à la fin du trimestre
Crédit 10 – Dépenses de fonctionnement du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	11 241	2 981	7 957
Autorisations législatives – Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Programme	1 350	338	1 013
Total des autorisations budgétaires	12 591	3 319	8 970
Autorisations non budgétaires	0	0	0
Total des autorisations	12 591	3 319	8 970

*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

**Tribunal des anciens combattants
(révision et appel)
Dépenses ministérielles budgétaires par article
courant (non vérifiées)
Rapport financier trimestriel pour le trimestre se
terminant le 31 décembre 2021
Exercice 2021-2022**

	Dépenses (en milliers de dollars)	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022*	Crédits utilisés pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2021	Cumul annuel utilisé à la fin du trimestre
01 Personnel		10 707	2 684	7 949
02 Transport et communications		237	11	15
03 Information		12	7	7
04 Services professionnels et spéciaux		252	36	113
05 Locations		28	3	8
06 Réparation et entretien		13	0	0
07 Services publics, fournitures et approvisionnement		92	15	31
08 Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages		0	0	0
09 Acquisition de matériel et d'outillage		313	33	33
10 Paiements de transfert		0	0	0
11 Frais de la dette publique		0	0	0
12 Autres subventions et paiements		0	2	16
Dépenses budgétaires brutes totales		11 654	2 791	8 172
Moins les revenus affectés aux dépenses				
Total des revenus affectés aux dépenses :		0	0	0
Dépenses budgétaires nettes totales		11 654	2 791	8 172

*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

**Rapport financier trimestriel pour le trimestre se
terminant le 31 décembre 2022
Exercice 2022-2023**

	Dépenses (en milliers de dollars)	Crédits disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023*	Crédits utilisés pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2022	Cumul annuel utilisé à la fin du trimestre
01 Personnel		11 454	3 173	8 441
02 Transport et communications		125	72	210
03 Information		14	0	7
04 Services professionnels et spéciaux		338	37	127
05 Locations		108	-43	47
06 Réparation et entretien		0	0	0
07 Services publics, fournitures et approvisionnement		117	77	103
08 Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages		0	0	0
09 Acquisition de matériel et d'outillage		427	2	2
10 Paiements de transfert		0	0	0
11 Frais de la dette publique		0	0	0
12 Autres subventions et paiements		8	1	33
Dépenses budgétaires brutes totales		12 591	3 319	8 970
Moins les revenus affectés aux dépenses				
Total des revenus affectés aux dépenses :		0	0	0
Dépenses budgétaires nettes totales		12 591	3 319	8 970

**N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.*